



Agenda

Séance du lundi 20 février

Lundi 27 février 2017

-9h-13h : second colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Jean-Michel BLANQUER**, directeur du groupe ESSEC, « *Comment revaloriser la filière professionnelle et l'apprentissage dans l'esprit des enseignants, des familles et des élèves ?* ».

- 18h : Conférence de **Julia KRISTEVA** : « *La culture européenne existe-t-elle ?* », présentée par **Chantal DELSOL** (Grande salle des séances).

Mardi 28 février & mercredi 1^{er} mars 2017 : Colloque « Le sens de la vie » (Fondation Singer-Polignac), en partenariat avec l'Académie.

Lundi 6 mars 2017

- 12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finance (salle 3).

-15h : **Guy VALLANCIEN**, membre de l'Académie nationale de Médecine et de l'Académie de Chirurgie : « *Quelles réformes de notre système de santé pour assurer l'équilibre de l'assurance maladie sans affecter la qualité des soins ?* »

- Comité secret

Lundi 13 mars 2017

-15h : **Jean-Marc DANIEL**, Professeur associé à l'ESCP Europe et directeur de rédaction de la revue *Sociétal* : « *Le paritarisme : un atout ou un handicap pour l'avenir ?* ».

Vendredi 17 mars 2017

-9h : Remise du Prix 2016 de la Fondation Olivier Lecerf (Grande salle des séances).

Lundi 20 mars 2017

-15h : **Agnès VERDIER-MOLINIÉ**, Directrice de l'Ifrap : « *Comment réduire le mille-feuilles territorial et les dépenses des collectivités locales ?* »

Lundi 27 mars 2017

-15h : **Gilbert CETTE**, membre du CAE : « *Quelle réforme du Code du travail pour améliorer la compétitivité et la croissance de l'économie et réduire le chômage ?* »

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 6 février, le président Michel Pébereau a fait procéder aux dépôts d'ouvrage. Lui-même a présenté *Proust et le chat de Schrödinger. Aux sources du réel natif* de Jean-Noël Contensou (Saint-Denis, Edilivre, 2016, 242 p.), avec une préface de **Bernard d'Espagnat**. **Georges-Henri Soutou** a signalé la réédition commentée de *La Pensée et la Guerre* de **Jean Guilton** (Paris, Desclée de Brouwer, 2017, 288 p.), à laquelle il a contribué.

Le président a alors présenté **Philippe Trainar**, actuel directeur de l'École nationale d'assurance et titulaire de la chaire Assurance du CNAM, qui était invité à traiter la question suivante : « Comment assurer rapidement et durablement l'équilibre et l'équité de nos systèmes de retraites ? » L'orateur a mis l'accent, d'emblée, sur le caractère « préoccupant » de la situation d'ensemble du système de retraites français au regard des grandes tendances macro-économiques, alors même que tout système de retraites, qui suppose une projection sur plusieurs décennies, appelle une gestion prudente, indépendamment de la conjoncture. Il a montré, comment, *a contrario*, le système adopté en France répondait davantage à des logiques politiques qu'à une rigoureuse prévoyance, soulignant ses multiples incohérences : un mécanisme général (la répartition), mais un système éclaté aujourd'hui en 27 régimes de base, dont beaucoup sont déficitaires ; un régime par répartition, mais qui se finance par la dette ; une égalité de principe, mais qui contredit *de facto* l'équité ; une gestion hors marché enfin, soustraite à la concurrence, mais par conséquent difficilement adaptable en temps de crise.

Philippe Trainar a ensuite établi pourquoi, en l'état actuel, le système français par répartition serait incapable de faire face au vieillissement de la société. Quels que soient les seuils retenus, les ratios entre retraités et actifs ne cessent de diminuer. Cette évolution des paramètres démographiques appelle à adapter les paramètres économiques que sont l'allongement de la durée de cotisation et l'allongement de la durée du travail. Or, en dépit de quelques réformes en ce sens, la réponse a souvent été la hausse des cotisations, avec des effets contre-productifs sur l'emploi et donc à terme sur les retraites.

De ces analyses, Ph. Trainar a tiré quatre règles : la prohibition du déficit ; la modération des cotisations sociales ; le partage de l'accroissement de l'espérance de vie à parts égales entre la vie active et la retraite ; la compensation de la diminution éventuelle du temps de travail par l'allongement de la durée de la vie active et réciproquement. En vue d'un retour à l'équilibre du système, qui doit être engagé immédiatement, il a défini six mesures : le maintien de la charge des retraites en dessous de 13,7 % du PIB, une place plus large accordée à la capitalisation au sein du système par répartition, le passage de 172 à 180 voire 188 trimestres de cotisation, l'assouplissement du marché du travail des seniors, l'alignement des régimes spécifiques sur le régime général et l'introduction d'un régime par points.

« Vivre plus longtemps en bonne santé est un formidable progrès, mais il ne faut pas laisser la mauvaise gestion de notre système de retraites transformer cette bonne nouvelle en une mauvaise nouvelle » a conclu l'intervenant au terme de cette démonstration rigoureuse, illustrée d'une vingtaine de graphiques.

À l'issue de sa communication, **Philippe Trainar** a répondu aux questions que lui ont adressées **François d'Orcival, Jean-Claude Casanova, Jacques de Larosière, André Vacheron, Bertrand Collomb, Georges-Henri Soutou, Marianne Bastid-Bruguère, Haïm Korsia, Emmanuel Le Roy Ladurie, Michel Pébereau et Jean-David Levitte**.

À noter

Colloque « Le sens de la vie » le mardi 28 février et le mercredi 1^{er} mars par la Fondation Singer-Polignac, en partenariat avec l'Académie des sciences morales et politiques. Interventions de **Marianne Bastid-Bruguère**, **Bertrand Saint-Sernin**, **François Terré**, **Jean-François Mattei**, **Alain Duhamel**, **Jean-Claude Trichet**, **Haïm Korsia** et **Xavier Darcos**. Programme, renseignements et inscriptions sur le site de la Fondation Singer-Polignac : <https://www.singer-polignac.org/fr/>

Dans la presse et sur les ondes

- Interview de **Ghislaine Alajouanine** par Julie Le Bolzer dans *Les Échos* du 6 février : « Des révolutions s'opèrent dans la médecine et le maintien à domicile ». La présidente du Haut Conseil français de la Télésanté expose comment, « conjuguée avec une volonté politique forte qui transcende les courants, l'impulsion des nouvelles technologies va conduire à une transformation positive de la société, au service d'un mieux-être de chaque citoyen et d'une santé équitable pour tous. »

- L'Institut de l'entreprise a publié le 15 février sur son site (<http://www.institut-entreprise.fr>) le rapport du groupe de travail sur la dette publique coordonné par son président d'honneur **Michel Pébereau**. Intitulé *Dépense publique : l'état d'alerte. Réviser et réduire la dépense publique pour renouer avec la prospérité*, il fait suite à celui remis en 2005 sur le même sujet. Dans un important entretien aux *Échos* (« La baisse des dépenses publique doit être immédiat, transversale et pérenne », 15 février), Michel Pébereau s'inquiète de voir la question reléguée au second plan des débats de la présidentielle, alors même que la situation s'est considérablement aggravée en douze ans et exige une réponse urgente. Il constate entre autres : « L'État, en déficit depuis plus de quarante ans, a amorcé un effort de maîtrise de ses dépenses depuis le rapport de 2005. Mais il n'est pas normal que ses dépenses soient de 20 % supérieures à ses recettes du fait des dépenses de tous les jours. [...] Il faut passer du rabout à de vraies réformes de structures pour réduire les dépenses de fonctionnement, par des réorganisations et l'exploitation de la révolution numérique. » La presse a largement rendu compte de ce rapport, saluant dans l'ensemble sa pertinence dans le contexte électoral : « Le cri d'alarme de l'ex-patron de BNP-Paribas sur les dépenses publiques » (*Le Figaro*), « Michel Pébereau repart à la charge contre la dette » (*La Croix*), « L'Institut de l'entreprise s'alarme du niveau de la dépense publique » (*Le Monde*), « Dette française : de cri d'alarme en cri d'alarme » (Le Billet économique de Marie Viennot sur *France Culture*).

- « Pourquoi une telle défiance entre les citoyens et leurs médias », tribune de **Chantal Delsol** dans *Le Figaro* du 16 février à propos de la dégradation des relations entre les Français et les médias. Extraits : « Il est préférable [...] que les médias d'un pays soient à peu près représentatifs de l'ensemble des citoyens. Faute de quoi, ceux-ci ont le sentiment que leur réalité nationale est racontée uniquement par des gens qui ne leur ressemblent pas et ne comprennent pas ce qu'ils sont. [...] La démocratie tient, entre autres, sur une information qui ne soit pas séparée du corps électoral qu'elle est censée décrire. Les pays où l'« information » détaille un pays qui n'existe pas sont les autocraties. Des médias insoucieux de la réalité du pays, même difficile à admettre, ne peuvent que mettre à mal la démocratie qu'ils prétendent servir. »

- « Quels sont les meilleurs *think tank* de France ? ». Pierre-Henri de Menthon se fait l'écho de deux enquêtes récentes sur les « boîtes à idées » les plus influentes (*Challenges*, 16 février). L'université de Pennsylvanie classe en tête des *think tank* français l'Institut français des relations internationales (Ifri) fondé et présidé par **Thierry de Montbrial**, qui se hisse au 16^e rang mondial. L'Institut Bruegel (Bruxelles), présidé par **Jean-Claude Trichet**, se classe au 4^e rang mondial.

À savoir

- **Haïm Korsia** était à Lyon le 31 janvier à l'invitation du cardinal Philippe Barbarin. Le grand rabbin de France et l'archevêque de la ville ont proposé chacun une lecture du psaume 32 sur le thème de la miséricorde.

- **Jean-Claude Trichet** a prononcé diverses allocutions ces dernières semaines : à Berlin le 25 janvier devant le Conseil économique de la CDU ; à Paris le 1^{er} février en ouverture de la conférence commémorative de Tommaso Padoa-Schioppa organisée par les Trustees de l'IFRS Foundation sur le thème « *Central banking in the crisis: conceptual convergence and open questions on unconventional monetary policy* » ; à Dublin le 3 février pour la remise de l'« *Honorary Life Membership* » par la Law Society of University College Dublin. Le 9 février, il a participé à Bruxelles aux travaux du « Systemic Risk Council » avant de participer à un débat public avec Paul Tucker sur le thème « *Examining the State of Systemic Risk Reforms: Where Next for Macprudential Policy?* ». Il était en outre l'invité de Fabrice Lundy dans l'émission les « Décodageurs de l'Éco » sur BFM Business le 7 février, vingt-cinquième anniversaire du traité de Maastricht, sur le thème « L'euro va-t-il rempiler pour 25 ans de plus ? ». Il signe enfin l'introduction aux essais de la quarantaine d'étudiants américains et européens ayant participé le 19 novembre dernier à l'« *European Leadership Day in Paris* » sur le thème « *How I imagine an effective Leader for Europe in the Future* ».

- **Jacques de Larosière** a donné le 2 février à l'université de Mons une conférence intitulée : « Les crises financières : causes et conséquences », à l'invitation du Forum financier belge. Le 8 février, il était à Bruxelles pour présenter devant le séminaire de la ALDE (Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe) un bilan des Autorités européennes de supervision (ESA), créées à la suite de son rapport de 2009. Le même jour, il a donné un entretien au journal belge *L'Écho*, « Les taux zéros ou négatifs des banques centrales ont trop d'effets pervers ». Textes en ligne sur le site de l'Académie : http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/larosiere_alire.htm

- **Georges-Henri Soutou** est intervenu le 11 février aux « Journées de l'histoire de l'Europe » de l'Association des historiens, consacrées cette année à « L'Europe et la révolution russe. Les effets de la Révolution d'Octobre sur l'Europe au XX^e siècle ». Sa communication portait sur « L'URSS et l'Europe dans la guerre (1939-1946) ».

- L'Institut du monde arabe (1, rue des Fossés Saint-Bernard, 75005 Paris) inaugure « Les Rendez-vous de l'actualité » mercredi 22 février à 19 h, en partenariat avec le Collège de France, France Culture et l'AFP. Programmées le dernier mercredi de chaque mois, ces conférences analyseront les derniers événements du monde arabe. **Mireille Delmas-Marty** est du nombre des douze spécialistes appelés à intervenir régulièrement lors de ces rencontres.